



# notice d'information<sup>(1)</sup>

Fonds Commun de Placement à Risques régi par l'article L. 214-36 du Code Monétaire et Financier  
Agréé par l'AMF le 11 mars 2010

## AVERTISSEMENT

L'AMF attire votre attention sur le fait que votre argent est bloqué pendant une durée de 6 à 9 années. Le fonds commun de placement à risques est principalement investi dans des entreprises non cotées en bourse qui présentent des risques particuliers.

Vous devez prendre connaissance des facteurs de risques de ce fonds commun de placement à risques décrits à la rubrique « profil de risque » de la notice d'information.

Enfin, l'agrément de l'AMF ne signifie pas que vous bénéficierez automatiquement des différents dispositifs fiscaux présentés par la Société de Gestion. Cela dépendra notamment du respect par ce produit de certaines règles d'investissement, de la durée pendant laquelle vous le détiendrez et de votre situation individuelle.

Au 31 décembre 2009, la part de l'actif investie dans des entreprises éligibles des FCPR gérés par la société de gestion OTC Asset Management est la suivante :

Dénomination	Date de création	Pourcentage de l'actif <sup>(2)</sup> éligible (quota de 50 %) à la date du 31 décembre 2009	Date à laquelle l'actif doit comprendre au moins 50 % de titres éligibles
OTC CHORUS CAPITAL 1 Pur	2005	70 %	31 décembre 2007
OTC CHORUS CAPITAL 1 Mixte	2005	55 %	31 décembre 2007

## I. PRÉSENTATION SUCCINCTE

### 1. Type de fonds de capital investissement / forme juridique

FCPR agréé  FCPI  FIP

### 2. Dénomination

OTC Duo 2

### 3. Code ISIN

Parts A : FR0010863704

Parts B : FR0010877803

### 4. Compartiments

Oui  Non

### 5. Nourriciers

Oui  Non

### 6. Durée de blocage

Toute la durée de vie du Fonds le cas échéant prorogée. Par conséquent, les avoirs des Porteurs de Parts sont bloqués jusqu'à une date comprise entre la clôture du sixième exercice du Fonds (30 juin 2016) et la clôture du neuvième exercice du Fonds (30 juin 2019) sur décision de la Société de Gestion.

### 7. Durée de vie du Fonds

Le Fonds est créé pour une durée expirant à la clôture du sixième (6ème) exercice du Fonds (30 juin 2016), sauf les cas de dissolution anticipée visés à l'article 29 du Règlement. Cette durée pourra être prorogée par la Société de Gestion avec l'accord du Dépositaire pour une durée maximum de trois (3) fois un (1) an. La date estimée d'entrée en liquidation du Fonds est comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le 30 juin 2018, en fonction de la durée de vie du Fonds. Par ailleurs, la liquidation du Fonds est achevée lorsque le Fonds a pu céder ou distribuer tous les investissements qu'il détient et au plus tard à la clôture du neuvième exercice (30 juin 2019) du Fonds.

### 8. Dénomination des acteurs et leurs coordonnées

#### ■ Société de gestion :

OTC Asset Management  
79, rue La Boétie  
75008 Paris  
www.otcam.com  
N° d'agrément AMF : GP-01-033

#### ■ Dépositaire :

Banque Fédérative du Crédit Mutuel (BFCM)  
34 rue du Wacken – 67000 Strasbourg

#### ■ Délégué de la gestion administrative et comptable :

CM-CIC Asset Management  
4, rue Gaillon  
75002 Paris

#### ■ Commissaire aux comptes :

Ernst & Young et Autres  
Tour Ernst & Young  
Faubourg de l'Arche – 92037 Paris La Défense Cedex

### 9. Désignation d'un point de contact

Toute information supplémentaire pourra être obtenue auprès du service *Back / Middle-Office* - OTC Asset Management - par téléphone au +33 (1) 53 96 52 50 ou par courriel à l'adresse suivante : [infos@otcam.com](mailto:infos@otcam.com).

(1) Les termes qui comportent une majuscule ont le sens qui leur est donné dans le Règlement du Fonds.  
(2) Calculé d'après les comptes arrêtés au 31 décembre 2009, selon la méthode définie à l'article R. 214-38 du Code monétaire et financier.

## FEUILLE DE ROUTE DE L'INVESTISSEUR



La plus proche des deux dates suivantes :  
 (i) au terme du délai de 8 mois à compter de la Date de Constitution du Fonds ou  
 (ii) le 31 décembre 2010 à 12 heures

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016  
et le 30 juin 2018 au plus tard

Entre le 30 juin 2016  
et le 30 juin 2019 au plus tard

Période de blocage

## II. INFORMATIONS CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS

### 1. Objectifs de gestion

L'objectif du Fonds est de proposer une perspective de plus-value à long terme sur un portefeuille diversifié de participations investi majoritairement dans des titres de PME disposant d'un fort potentiel de croissance et répondant aux critères visés par la réglementation applicable notamment aux FCPR éligibles aux dispositifs de réduction et d'exonération d'ISF prévus aux articles 885-0 V bis et 885 I ter du CGI. A cet effet, la Société de Gestion a fixé à 90 % le pourcentage de l'actif du Fonds investi en titre de PME éligibles aux dispositifs de réduction et d'exonération d'ISF.

L'objectif de gestion du Fonds sur la fraction de l'actif incluse dans le quota de 90 % est d'aboutir à la valorisation de ses investissements par la cession des participations en PME, notamment dans le cadre de cessions industrielles, d'introductions en bourse de PME du portefeuille du Fonds qui ne sont pas déjà cotées, ou à l'occasion de l'entrée de nouveaux investisseurs reprenant les investissements réalisés par le Fonds.

Concernant la Fraction d'Actif Hors Quota, soit au maximum 10 % de l'actif du Fonds, l'objectif de la Société de Gestion est d'effectuer une gestion diversifiée, non indicielle, fonction des opportunités de marché. A partir d'une analyse de l'environnement économique et financier global, la Société de Gestion identifie des thèmes d'investissement, décide d'une allocation d'actifs optimale en fonction du potentiel de progression de chacun de ces actifs (actions, obligations, titres du marché monétaire...) et sélectionne les supports d'investissement (titres vifs, OPCVM...).

### 2. Stratégies d'investissement

(i) Le Fonds a pour objet principal d'investir directement dans des PME au sens de l'annexe I au règlement (CE) n° 800 / 2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (règlement général d'exemption par catégorie), dont les titres ne sont admis aux négociations ni sur un marché réglementé d'instruments financiers français ou étranger, ni sur un marché non réglementé d'instruments financiers d'un Etat qui n'est pas partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

Plus spécifiquement, le Fonds a pour objet la constitution d'un portefeuille diversifié de participations essentiellement minoritaires par la réalisation, au minimum à hauteur de 90 % de son actif, d'opérations d'investissements en fonds propres dans des PME disposant d'un important potentiel de croissance et dont le siège de direction effective est en Europe et notamment sur le territoire français.

Au sens de la réglementation communautaire, les PME sont des sociétés employant moins de 250 personnes, dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total de bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros.

Pour la fraction d'actif non incluse dans le quota de 90 % visé à l'article 4.2 du Règlement et entrant dans le quota de 50 % applicable au FCPR, la Société de Gestion souhaite optimiser les performances de cette partie de l'actif en investissant directement et principalement dans :

- des actions de sociétés non admises à la négociation sur un marché d'instruments financiers français ou étranger ;
- des parts de SARL ou de sociétés étrangères dotées d'un statut équivalent ayant leur siège principalement en France ou dans un état membre de la communauté européenne ;
- des titres donnant accès au capital social de sociétés non admis à la négociation sur un marché d'instruments financiers français ou étranger tels que des obligations convertibles, des obligations remboursables en actions, etc. ;
- des avances en compte courant consenties, pour la durée de l'investissement réalisé, à des sociétés, elle-même éligibles au quota de 50 % applicable aux FCPR, dans lesquelles le Fonds détient au moins 5 % du capital, dans la limite de 15 % de l'actif du Fonds ;
- dans la limite de 20 % de l'actif du Fonds, des titres de capital ou donnant accès au capital, admis aux négociations sur un marché français (ex : Alternext) ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen (hors Liechtenstein) qui sont émis par des PME dont la capitalisation boursière est inférieure à 150 millions d'euros, dans les conditions exposées en détail à l'article 4 du Règlement.

Les investissements ou réinvestissements pourront concerner des PME dans tous les secteurs d'activité représentatifs de l'économie moderne (industrie, distribution, services, etc.), pour autant qu'elles satisfassent notamment aux critères d'éligibilité aux FCPR et présentent des perspectives de valorisation réelles et compatibles avec l'horizon de liquidité du Fonds.

Bien que le Fonds se réserve la possibilité d'investir à tous les stades de développement d'une entreprise, y compris au stade dit "d'amorçage" ou

de démarrage, la politique d'investissement sera orientée prioritairement vers des opérations d'investissement concernant des entreprises répondant aux critères mentionnés ci-dessus et :

- dont le "business model" est déjà éprouvé ;
- disposant de performances historiques réelles ;
- réalisant déjà un chiffre d'affaires ;
- disposant d'un portefeuille de clients ; et
- dotés de leviers de croissance clairement identifiés.

Le montant des investissements du Fonds dans une même PME sera compris entre 0,5 et 3 millions d'euros.

L'objectif est de détenir en cours de vie du Fonds une vingtaine de participations dans des PME non cotées.

Les dossiers d'investissement seront instruits après une revue précise, notamment comptable et juridique.

Dans l'attente de leur investissement, les sommes collectées seront notamment investies en parts ou actions d'"OPCVM monétaires euros", "OPCVM monétaires à vocation internationale", en certificats à taux garanti, en billets de trésorerie ou en bons à taux garanti.

La phase d'investissement en titres de PME (hors opérations financières liées à la restructuration et à la cession d'une participation) débute à la Date de Constitution et se termine au plus tard à une date comprise entre le 31 décembre 2015 et la date de clôture du huitième exercice (30 juin 2018) du Fonds, en fonction de la durée de vie du Fonds.

(ii) Pour la Fraction d'Actif Hors Quota, la Société de Gestion souhaite mettre en oeuvre une gestion diversifiée, en investissant principalement en titres de capital ou donnant accès au capital de sociétés cotées ou non cotées, et parts ou actions d'OPCVM de droit français ou étranger conformes à la directive OPCVM n° 85/611/CE, dont l'actif est composé d'instruments monétaires, obligataires ou d'actions et, accessoirement dans d'autres classes d'actifs tels que des titres de créances, et instruments monétaires en direct, selon les modalités exposées en détail à l'article 3.2 (ii) du Règlement.

(iii) Par ailleurs, le Fonds pourra effectuer des emprunts d'espèces dans la limite de 10 % de son actif, afin d'atteindre son objectif de gestion. Ces emprunts seront néanmoins utilisés de manière accessoire.

### 3. Profil de risque du Fonds

#### 3.1 Risques généraux

Un investissement dans le Fonds comporte un risque significatif. Rien ne garantit en effet que le Fonds atteindra ses objectifs de rendement ni que les sommes investies seront recouvrées. L'investisseur est donc invité à évaluer soigneusement les risques suivants, avant d'investir dans le Fonds.

##### • *Risque de perte en capital*

Le Fonds n'offre aucune garantie de protection en capital. L'Investisseur est averti que son capital n'est pas garanti et peut ne pas lui être restitué ou ne l'être que partiellement.

##### • *Risque lié à la gestion discrétionnaire*

Le style de gestion pratiqué par le Fonds repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés sur lesquels les PME seront engagées. Il existe un risque que le Fonds ne soit pas investi à tout moment dans les PME les plus performantes. La performance du Fonds peut donc être inférieure à l'objectif de gestion.

##### • *Risque lié à la sous-performance du Fonds*

Même si les stratégies mises en oeuvre au travers de la politique d'investissement doivent parvenir à réaliser l'objectif de gestion que le Fonds s'est fixé, il ne peut être exclu que des circonstances de marché ou un défaut d'évaluation des opportunités par la Société de Gestion, puissent conduire à une sous-performance du Fonds par rapport aux objectifs de l'Investisseur, étant entendu que ce risque peut avoir un impact variable en fonction de la composition du portefeuille de l'Investisseur.

##### • *Risque lié à la difficulté de valoriser certains actifs du Fonds*

Dans le cadre de la mise en oeuvre de sa stratégie d'investissement, le Fonds peut notamment prendre des participations dans des PME non cotées. Ces participations présentent parfois des difficultés de valorisation, ce qui conduit la Société de Gestion à adopter une position prudente consistant le plus souvent à valoriser ces participations à leur coût historique. Par conséquent, il existe un risque que la Valeur Liquidative en cours de vie du Fonds ne reflète pas la valeur exacte du portefeuille, plus particulièrement en ce qui concerne les participations dans des PME non cotées.

Le risque de valorisation existe également s'agissant des PME dont les titres sont négociés sur des marchés non réglementés (ex : Alternext ou le Marché Libre), dans la mesure où leur cours peut s'écarter de la valeur réelle des PME concernées.

- **Risque lié au blocage des rachats de Parts**

Les demandes de rachat de Parts ne sont pas autorisées pendant la durée de vie du Fonds, le cas échéant prolongée.

Par ailleurs, même si les Parts peuvent être cédées dans le respect des conditions énoncées à l'article 3 de la section IV de la présente notice d'information, il est peu probable qu'un marché secondaire des Parts se développe. Il sera par conséquent difficile pour un Investisseur de céder ses Parts ou d'obtenir des informations fiables sur la valeur et l'étendue des risques auxquels il est exposé.

- **Risque lié au niveau de frais élevé**

Le niveau des frais auxquels est exposé le Fonds suppose une performance élevée, et peut donc avoir une incidence défavorable sur la rentabilité de l'investissement. La performance, fonction de la composition de l'actif du Fonds, peut ne pas être conforme aux objectifs de l'investisseur.

### 3.2 Risques spécifiques liés aux stratégies d'investissement du Fonds

- **Risque lié à l'investissement dans des titres de PME non cotés ou cotés sur des marchés non réglementés**

Un investissement en titres de PME non cotées ou cotées sur des marchés non réglementés peut prendre plusieurs années pour arriver à maturité. Par conséquent, la performance sur les premières années peut ne pas être satisfaisante.

Par ailleurs, un investissement en PME non cotées ou cotées sur des marchés non réglementés est normalement plus risqué qu'un investissement dans une société cotée, dans la mesure où les PME non cotées ou cotées sur des marchés non réglementés sont généralement (i) plus petites, (ii) plus vulnérables aux changements affectant leurs marchés et les produits qu'elles développent et (iii) fortement tributaire des compétences de l'équipe de direction et de leur aptitude à mener à bien la stratégie de développement.

Par conséquent, la Société de Gestion ne peut garantir que l'ensemble des risques découlant de l'investissement en titres de PME seront identifiés dans le cadre des études et analyses réalisées préalablement à chaque investissement.

L'Investisseur doit être conscient des risques élevés que certaines PME n'atteignent pas leurs objectifs, ce qui aura des conséquences négatives (i) sur la valorisation de la participation détenue par le Fonds dans ces PME et (ii) sur la performance globale du Fonds.

Les investissements en PME supportent également les risques liés à l'insolvabilité de celles-ci pouvant entraîner une perte égale au prix de souscription des titres de la PME. Les investissements en PME peuvent aussi être affectés par la réglementation applicable aux entreprises en difficulté (incluant la sauvegarde, le redressement et la liquidation judiciaire), le Fonds pouvant subir l'aléa de décisions de justice qui peuvent suspendre ou diminuer ses droits sur les titres des PME en portefeuille.

- **Risque de liquidité**

Il est rappelé que le marché des sociétés non cotées est le plus souvent un marché de gré à gré ne permettant pas une liquidité immédiate ou qui ne permettrait pas de réaliser la cession au prix attendu par le Fonds, ce qui peut avoir un impact négatif sur la performance globale du Fonds. La Société de Gestion pourra donc éprouver des difficultés à céder les titres des PME en portefeuille dans les délais et les niveaux de prix souhaités, si aucun des actionnaires ou associés des PME ne souhaite racheter les titres ou si aucun tiers ne souhaite se porter acquéreur de ces titres.

Le risque de liquidité concerne également les titres négociés sur un marché non réglementé (Alternext ou Marché Libre). Ces marchés ne présentent pas la même liquidité que les marchés réglementés.

- **Risque actions**

Le risque actions sera proportionnel à la part des actifs ayant un sous-jacent ou investis en titres de capital ou donnant accès au capital de sociétés cotées ou non cotées et portera au maximum sur 100% de l'actif du Fonds. Ce risque sera pondéré par la diversification sectorielle et géographique des sociétés dans lesquelles le Fonds est investi directement ou indirectement.

- **Risque de taux**

Le risque de taux sera proportionnel à la part des actifs ayant un sous-jacent lié à l'évolution des taux d'intérêt (ex : obligations) et portera au maximum sur une part de 100% de l'actif du Fonds. La valeur des actifs ayant un sous-jacent lié à l'évolution des taux d'intérêt peut donc baisser si les taux d'intérêt augmentent, ce qui peut entraîner une baisse de la Valeur Liquidative.

- **Risque de crédit**

Le risque de crédit sera proportionnel à la part des actifs ayant un sous-jacent lié à l'évolution des taux d'intérêt et portera au maximum sur une part

de 100% de l'actif du Fonds. Le risque de crédit peut se produire lorsqu'un émetteur ne peut plus faire face à ses échéances, c'est-à-dire au paiement des coupons, et au remboursement du capital à l'échéance.

- **Risque de change**

Le risque de change sera limité par une allocation qui réduit à une faible part les actifs hors zone euro (en devise étrangère). En cas de baisse d'une devise par rapport à l'Euro, la Valeur Liquidative pourra baisser, étant entendu que le risque de change portera au maximum sur une part de 10% de l'actif du Fonds.

- **Risque lié à l'investissement dans des titres de créances non notés**

Le Fonds peut investir dans des titres de créances n'ayant fait l'objet d'aucune notation par une agence reconnue (Standard & Poor's, Moody's ou Fitch). Le Fonds s'expose alors à un risque de mauvaise appréciation de l'état d'endettement de l'émetteur du titre de créance.

## 4. Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type

### 4.1 Souscripteurs concernés

La souscription de Parts A est destinée à tous souscripteurs souscrivant initialement au minimum 1.000 euros et plus particulièrement aux personnes physiques. Les Parts A pourront également être souscrites par les personnes morales et les OPCVM dans les limites de la réglementation applicable.

La souscription des Parts B est réservée à la Société de Gestion, à ses actionnaires, ainsi qu'aux personnes physiques ou morales en charge de la gestion du Fonds désignées par la Société de Gestion.

### 4.2 Profil de l'investisseur type

Le Fonds est essentiellement destiné à des Investisseurs qui sont conscients :

- que le placement présente des risques du fait notamment (i) de l'investissement en PME en phase de croissance, (ii) de la possibilité de perte en capital, et (iii) de l'illiquidité des Parts du Fonds;
- qu'ils doivent investir une part raisonnable de leur patrimoine en Parts du Fonds;
- de la nécessité de diversifier leurs placements en investissant dans des actifs hors du champ du capital-investissement;
- de la durée de blocage de leurs avoirs, dans la mesure où l'Investisseur n'aura pas accès à l'argent investi pendant toute la durée de vie du Fonds, éventuellement prorogée.

## 5. Modalités d'affectation des résultats

### 5.1 Distribution de revenus

La Société de Gestion capitalisera annuellement l'intégralité des revenus du Fonds pendant toute la durée de vie du Fonds, sauf à décider exceptionnellement une distribution après la période d'indisponibilité fiscale dont le terme est fixé au 31 décembre de la 5<sup>e</sup> année suivant la Date de Clôture des Souscriptions.

Conformément à la réglementation applicable, les revenus distribuables du Fonds sont calculés en prenant le montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du Fonds.

Toute distribution de revenu a lieu dans les cinq (5) mois suivant la clôture de l'Exercice Comptable et se fait dans l'ordre suivant :

- tout d'abord, les Parts A, à concurrence d'une somme égale à l'intégralité de leurs montants souscrits et libérés (hors droit d'entrée);
- ensuite, les Parts B, à concurrence d'une somme égale à l'intégralité de leurs montants souscrits et libérés;
- le solde, s'il existe, est réparti entre les Parts A et B comme suit :
  - à hauteur de 80% dudit solde au profit des Parts A;
  - à hauteur de 20% dudit solde au profit des Parts B.

La Société de Gestion fera ses meilleurs efforts pour effectuer sans délai toute distribution, le cas échéant sous la forme d'un ou plusieurs acomptes.

### 5.2 Distribution de produits de cession

Compte tenu de l'engagement de conservation des Parts A pris par les Porteurs de Parts A, la Société de Gestion ne procédera à aucune distribution d'actifs avant l'expiration de la période d'indisponibilité fiscale dont le terme est fixé au 31 décembre de la 5<sup>e</sup> année suivant la Date de Clôture des Souscriptions.

Après l'expiration de cette période, la Société de Gestion pourra décider de procéder à des distributions d'une fraction des actifs du Fonds.

Toute distribution d'actifs effectuée sans rachat de Parts viendra diminuer la Valeur Liquidative des Parts concernées. Toute distribution d'actifs effectuée avec rachat de Parts entraînera l'annulation des Parts rachetées.

Toute distribution se fait dans l'ordre indiqué à l'article 5.1 de la section II de la notice d'information.

Toute distribution d'actifs fera l'objet d'une mention dans le rapport de gestion décrit à l'article 16 du Règlement du Fonds.

### III. INFORMATIONS D'ORDRE ÉCONOMIQUE

#### 1. Régime fiscal

Chaque investisseur devra vérifier, en fonction de sa situation personnelle, s'il respecte les conditions d'application des régimes fiscaux de faveur susceptibles de s'appliquer en matière d'impôt sur le revenu et d'ISF aux personnes physiques qui souscrivent des Parts A du Fonds.

Il est toutefois précisé que le Fonds étant investi conformément aux dispositions des articles 163 quinquies B du CGI, 885-0 V bis du CGI et L. 214-36 du Code Monétaire et Financier, il peut permettre, sous certaines conditions et sous certaines limites, aux investisseurs personnes physiques de bénéficier des avantages fiscaux prévus aux articles 163 quinquies B du CGI, 150-0 A III-1 du CGI, 885-0 V bis et 885 I ter du CGI.

L'agrément de l'AMF ne signifie pas que vous bénéficierez automatiquement des différents dispositifs fiscaux mentionnés ci-dessus. Cela dépendra notamment du respect par ce produit de certaines règles d'investissement, de la durée pendant laquelle vous le détenez et de votre situation individuelle.

#### 2. Frais et commissions

##### 2.1 Les droits d'entrée et de sortie

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises au Fonds servent à compenser les frais supportés par le Fonds pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la Société de Gestion, au commercialisateur, etc.

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux barème
Commission de souscription non acquise au Fonds	Valeur Liquidative x nombre de Parts	Part A : 5 % maximum nets de toutes taxes
		Part B : Néant
Commission de souscription acquise au Fonds	Valeur Liquidative x nombre de Parts	Néant
Commission de rachat non acquise au Fonds	Valeur Liquidative x nombre de Parts	Néant
Commission de rachat acquise au Fonds	Valeur Liquidative x nombre de Parts	Néant

##### 2.2 Les frais de fonctionnement et de gestion

Ces frais sont identiques pour les Parts A et B.

Typologie des frais	Assiette	Taux barème
<b>Frais récurrents de gestion et de fonctionnement (incluant tous les frais de gestion, de fonctionnement, et notamment les honoraires du Commissaire aux comptes et la rémunération du Dépositaire)</b>	Montant des souscriptions	Taux global : 3,95 % maximum TTC par an
<b>Frais de constitution du Fonds</b>	Montant total des souscriptions des Parts A du Fonds	1 % TTC maximum pour l'ensemble des opérations de constitution du Fonds
<b>Frais non récurrents de fonctionnement liés à l'acquisition, au suivi et à la cession des participations</b>	Actif Net du Fonds	1,80 % TTC maximum par exercice comptable du Fonds
<b>Frais de gestion indirects liés aux investissements dans des parts ou actions d'autres OPCVM ou de fonds d'investissement (frais de gestion indirects réels et droits d'entrée et de sortie acquittés par l'OPCVM)</b>	Actif Net du Fonds	0,5 % net de toutes taxes maximum par an

La Société de Gestion s'engage à mettre en place une politique de prélèvement des frais récurrents de fonctionnement et de gestion adaptée à la fin de vie du Fonds, notamment en retenant pour assiette de ces prélèvements, l'Actif Net du Fonds plafonné au montant total des souscriptions des Parts

A et B du Fonds à compter de la date de dissolution (ou le cas échéant de l'entrée du Fonds en phase de préliquidation, selon les modalités prévues à l'article 28 du Règlement).

### IV. INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

#### 1. Catégories de Parts

Parts	Code ISIN	Devise de libellé	Valeur d'origine	Souscripteurs concernés	Minimum de souscription
Parts A	FR0010863704	EUR	10 EUR	Tous souscripteurs et plus particulièrement les personnes physiques mais également les personnes morales et les OPCVM dans les limites de la réglementation applicable	1.000 EUR
Parts B	FR0010877803	EUR	10 EUR	La Société de Gestion, ses actionnaires, ainsi qu'aux personnes physiques ou morales en charge de la gestion du Fonds désignées par la Société de Gestion	10 EUR

Le Fonds ayant pour objet principal d'investir dans des PME au sens de l'annexe I au règlement (CE) n° 800 / 2008 de la Commission du 6 août 2008 dont les titres ne sont admis aux négociations ni sur un marché réglementé d'instruments financiers français ou étranger, ni sur un marché non réglementé d'instruments financiers d'un Etat qui n'est pas partie à l'accord sur l'Espace économique européen, les Parts B représenteront au moins 0,25 % du montant total des souscriptions.

Les Porteurs de Parts B auront droit à 20 % des Produits et Plus-Values Nets du Fonds. Dans l'hypothèse où les Porteurs de Parts A ne percevraient pas le montant nominal de leurs Parts A, les Porteurs de Parts B perdront la totalité de leur investissement dans ces Parts B.



## 2. Modalités de souscription

### 2.1 Période de Souscription

Les Parts A et B sont souscrites pendant la Période de Souscription courant jusqu'à la plus proche des deux dates suivantes qui sera retenue par la Société de Gestion pour clore la période de souscription pour les Parts A et B : (i) au terme du délai de 8 mois à compter de la Date de Constitution du Fonds ou (ii) le 31 décembre 2010 à 12 heures. Au cours de cette période, les demandes de souscriptions sont reçues par la Société de Gestion qui les transmet au Dépositaire.

L'objectif de la Société de Gestion est de recueillir des souscriptions pour un montant de quinze (15) millions d'euros ; la Société de Gestion pourra décider de clôturer la Période de Souscription par anticipation, si l'objectif de recueillir des souscriptions pour un montant de quinze (15) millions d'euros est atteint ou en cas de lancement d'un nouveau FCPR.

Dans ce cas, la Société de Gestion en informera par tout moyen les réseaux distributeurs qui disposeront d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de cette notification pour adresser à cette dernière les souscriptions reçues pendant cette période.

Aucune souscription ne sera admise en dehors de la Période de Souscription.

Chaque souscription par un Porteur de Parts est constatée sous la forme d'un bulletin de souscription, établi par la Société de Gestion en deux exemplaires, dont l'un est remis au Porteur de Parts après signature et l'autre conservé par la Société de Gestion, mentionnant le nom et l'adresse du Porteur de Parts, la date et le montant de la souscription, ainsi que le nombre de Parts libérées. Une copie du bulletin de souscription signé sera remise par la Société de Gestion au Dépositaire.

La signature du bulletin de souscription par le Porteur de Parts ou son mandataire constitue l'adhésion de ce dernier aux dispositions du prospectus complet du Fonds ainsi que son engagement ferme et irrévocable de libérer une somme correspondant au montant de sa souscription.

### 2.2 Modalités de souscription

Les Parts A et B sont obligatoirement libérées intégralement en numéraire lors de leur souscription.

Les souscriptions de Parts seront effectuées :

- dès lors qu'aucune Valeur Liquidative établie dans les conditions définies à l'article 14.2 du Règlement n'a été publiée, à la valeur d'origine des Parts telle que définie à l'article 1 de la section IV de la notice d'information ;
- dès lors qu'une Valeur Liquidative est publiée, et ce jusqu'à l'issue de la Période de Souscription, sur la base de cette valeur établie conformément à l'article 14.2 du Règlement.

Chaque souscription de Parts A sera majorée au maximum de 5 % nets de toutes taxes du montant de la souscription à titre de droits d'entrée non acquis au Fonds.

Les Porteurs de Parts A et B ne pourront souscrire qu'un nombre entier de Parts.

## 3. Rachat de Parts

### 3.1 Rachat à la demande des Porteurs de Parts

Aucune demande de rachat de Parts A ou B n'est autorisée pendant la durée de vie du Fonds, le cas échéant prorogée par la Société de Gestion pour une durée maximum de trois (3) fois un (1) an.

### 3.2 Rachat à l'initiative de la Société de Gestion

Après le 31 décembre de la cinquième année suivant l'année au cours de laquelle intervient la Date de Clôture des Souscriptions, la Société de Gestion peut décider de procéder à des rachats de Parts du Fonds.

Tout rachat de Parts du Fonds à l'initiative de la Société de Gestion sera effectué sur la base de la prochaine Valeur Liquidative suivant la décision de rachat prise par la Société de Gestion. Les Parts B ne pourront être rachetées que lorsque les Parts A émises auront été intégralement rachetées, et le solde éventuel après rachat de l'ensemble des Parts A et B sera réparti entre les Parts A et les Parts B à hauteur de 80 % pour les Parts A et 20 % pour les Parts B.

Lorsque le Fonds est en cours de liquidation ou lorsque l'Actif Net du Fonds a une valeur inférieure à trois cent mille (300.000) euros, les demandes de rachat ne sont plus acceptées.

### 4. Date et périodicité de calcul de la Valeur Liquidative

Les Valeurs Liquidatives des Parts A et B sont établies pour la première fois le 31 décembre 2010. Elles sont ensuite établies en juin et en décembre de chaque année, le dernier jour de bourse d'un semestre civil.

### 5. Lieu et modalités de publication ou de communication de la Valeur Liquidative

Elles sont affichées dans les locaux de la Société de Gestion et du Dépositaire et communiquées à l'Autorité des Marchés Financiers et à tout Porteur de Parts à sa demande dans les huit (8) jours de son établissement.

### 6. Date de clôture de l'exercice

30 juin

## V. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### 1. Indication

Au moment de la souscription, il est précisé les modalités d'obtention du prospectus complet comprenant la notice d'information et le règlement ainsi que du dernier rapport annuel.

Ces éléments peuvent être tenus à disposition du public sur un site électronique ou, à défaut, doivent être adressés sur simple demande écrite.

Le prospectus complet comprenant la notice d'information et le règlement, le dernier rapport annuel et la dernière composition de l'actif semestrielle du Fonds doivent être disponibles sur simple demande écrite du Porteur, dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la demande. Sur option du porteur, ces documents doivent pouvoir lui être adressés sous forme électronique.

Ces documents peuvent également être disponibles sur le site internet de la Société de Gestion à l'adresse suivante : [www.otcam.com](http://www.otcam.com).

### 2. Date de création

Le Fonds a été agréé par l'Autorité des marchés financiers le 11 mars 2010.

### 3. Date de publication de la notice d'information

15 mars 2010